

Source name	Lundi 21 novembre 2022
Le Droit (Ottawa, ON) (site web)	Le Droit (Ottawa, ON) (site web) • 683 words
Source type	
Press • Online Press	
Periodicity	
Continuously	
Geographical coverage	
Provincial	
Origin	
Ottawa, Ontario, Canada	

L'avenir du site Guertin: une décision qui concerne l'ensemble des citoyens et citoyennes

À vous la parole
Le Droit

À VOUS LA PAROLE / Dans une lettre ouverte du 14 novembre dernier, la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO) dénonçait la décision éventuelle de la Ville de Gatineau d'installer le quartier général (QG) du Service de police (SPVG) sur les terrains du Centre Robert-Guertin. Le lendemain, plusieurs citoyen.ne.s et représentant.e.s communautaires ont manifesté.e.s, lors d'un conseil municipal, leur opposition à ce projet qui, rappelons-le, n'a fait l'objet d'aucune consultation publique et d'études préalables quant à ses impacts sur les personnes les plus marginalisées.

Devant cette mobilisation citoyenne importante, de nombreux.euses conseiller.ère.s municipaux.ales ont demandé.e.s une consultation publique. C'est donc avec étonnement que nous apprenions, au lendemain du conseil municipal, que la mairesse France Bélisle réitérait sa position et lançait un avertissement: la décision sera prise par «l'ensemble du conseil qui entérinera le choix au nom des citoyens qui paient des taxes».

Cette déclaration, qui classe les citoyen.ne.s selon leur statut de «payeurs de taxes» ou non, illustre bien l'absence de considérations pour les principes de démocratie. Si l'on suit cette logique, il faudrait en effet être propriétaire pour avoir voix au chapitre. Le droit à la ville appartiendrait, autrement dit, aux mieux nantis.

Un rappel historique du rôle et des re-

sponsabilités des élu.e.s municipaux.ales s'impose. Nous ne sommes plus, heureusement, au temps où seules certaines catégories de personnes avaient droit de vote au Québec: les hommes, les propriétaires et certains locataires fortuné.e.s. Depuis 1940, les gouvernements, incluant au palier municipal, sont élus par l'ensemble de la population de 18 ans et plus et ont un devoir envers l'ensemble de la population.

Force est de constater que ce principe démocratique fondamental doit aujourd'hui être rappelé. Selon le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation, le conseil municipal a pour rôle de «s'assurer que les services offerts répondent aux besoins de la communauté» et la mairesse représente «l'ensemble de la population dans la municipalité». Rappelons également que le Code d'éthique de la Ville de Gatineau impose à tous membres du conseil municipal de traiter l'ensemble de la pop-



Les terrains du Centre Robert-Guertin..
Archives Le Droit, Simon Séguin-Bertrand

ulation de façon équitable, dans le respect des lois, tout en maintenant «un sens aigu de la justice».

Mardi prochain, 22 novembre, le conseil municipal devra prendre une décision au sujet du site Guertin. La prendra-t-il au nom des «payeurs de taxes» ou au nom de l'ensemble des citoyens et citoyennes?

La question de la représentation démocratique de tous les citoyens et citoyennes est un enjeu central. Comme nous l'avons souligné dans notre lettre le 14 novembre, cette décision aura un impact

particulièrement délétère pour les personnes les plus marginalisées. Leurs avis et leurs intérêts doivent donc être considérés, et ce conformément à l'orientation du Plan d'action triennal 2021-23 en itinérance adopté par la Ville de Gatineau en octobre 2020. Il faudrait rappeler que la Ville s'engage, dans ce Plan d'action, à prendre en compte les principes d'inclusion lors de l'adoption de nouvelles politiques municipales et, plus généralement, à améliorer le vivre-ensemble. L'objectif 2.3 vise à «favoriser le dialogue avec les personnes en situation d'itinérance ainsi que leur participation citoyenne». La tenue d'une consultation publique concernant l'avenir du site de Guertin serait donc un très bon moyen d'y parvenir.

Anne Thibault, Avocate-coordonnatrice de la CIDSO, candidate à la maîtrise en droit, Université d'Ottawa

Sara Lambert, M.S.S., Responsable du volet recherche-action à la CIDSO, candidate au doctorat en Service social, Université d'Ottawa

Dahlia Namian, Professeure agrégée, École de service social, Université d'Ottawa

Emmanuelle Bernheim, Professeure titulaire, Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en santé mentale et accès à la justice

This article appeared in Le Droit (Ottawa, ON) (site web)

<https://www.ledroit.com/opinions/votre-opinion/lavenir-du-site-guertin-une-decision-qui-concerne-lensemble-des-citoyens-et-citoyennes-0cebed1aa440e59ca77c93f1d91631cd>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2022-11-21 à 04h02 HE.